

Trame du discours du 1^{er} mai 2009

Mes chers camarades,

La confédération générale du travail FORCE OUVRIERE salue les salariés qui se sont mobilisés à l'appel des syndicats en cette journée du 1^{er} mai 2009.

Cette tradition de mobilisation à l'occasion du 1^{er} mai est, vous le savez, très ancienne et remonte à la fin du 19^{ème} siècle. A Chicago où la police avait tiré sur les ouvriers, à Fourmies où l'armée avait fait de même, les travailleurs ont payé au prix fort l'affirmation de leurs exigences, de leurs droits : salaires, temps de travail, conventions collectives, statuts.

Nous le savons tous, l'ensemble des pays de la planète est aujourd'hui plongé dans une crise de système, celle du système capitaliste. C'est la plus grave que le monde ait connu, plus grave que celle de 1929.

Cette crise, mes chers camarades, ce n'est pas la nôtre ! Ce n'est pas nous qui avons spéculé sur les crédits hypothécaires, les subprimes. Ce n'est pas nous qui avons dilapidé 1 700 milliards de dollars en quinze mois.

Ce sont les banques, ce sont les fonds de pension, ce sont les boursicoteurs de tout poil qui se sont plantés et prétendent maintenant nous faire payer la note !

Pour FORCE OUVRIERE, il n'en est pas question !

Oui, mes chers camarades, les parachutes dorés, les bonus, les paradis fiscaux pour échapper à l'impôt, tout ça est inacceptable. Mais ce qui serait encore plus inacceptable, ce serait la poursuite de ce que le gouvernement appelle des réformes. Pas un secteur qui ne soit attaqué par un texte ou un autre : les 35 heures, l'hôpital, les retraites et les régimes spéciaux, les services publics, l'assurance maladie, l'enseignement et la recherche, etc.

On nous dit que cette crise n'est que passagère et ceux qui avaient nié que la bulle immobilière allait éclater nous disent aujourd'hui que l'économie va reprendre. Mais quelle économie ? Celle de la bourse, de Wall Street et des spéculateurs ? Ce que nous voyons actuellement, c'est les plans de licenciements qui s'ajoutent les uns aux autres, par centaines, par milliers.

Ici, dans la région, nous en avons des exemples (*citer*). Et dans le monde entier, les grands groupes profitent de la crise pour se restructurer et donc gagner encore plus d'argent tout en mettant les licenciements sur le dos de la crise économique.

C'est clair, si l'économie, leur économie, reprend, ce sera au détriment de notre économie, celle de nos emplois, de notre travail, de notre système social, de nos vies !

Cette crise, personne ne sait quand elle s'arrêtera : elle pourrait durer un an, voire deux ou trois disent certains.

Avant que la crise éclate, le Premier ministre disait qu'il n'y avait plus rien dans les caisses. Il justifiait ainsi les remises en cause du contrat social : travail du dimanche, heures supplémentaires accrues, etc. Pourtant aussitôt après le début de la crise, on trouvait 26 milliards en France, des centaines de milliards en Europe et dans le monde, pour recapitaliser les établissements en difficulté.

Et pour les travailleurs, 2,6 milliards afin de nous faire tenir tranquilles.

La question est donc : que va faire le gouvernement après la crise quand il annoncera les déficits dus aux milliards injectés dans l'aide au système financier ? Il va nous dire de nous serrer encore un peu plus la ceinture, d'accepter encore moins de sécurité sociale, moins de retraite, de pensions, moins de services publics !

C'est inacceptable ! C'est injuste !

Oui, mes chers camarades, ce qui domine dans ce 1^{er} mai, c'est le sentiment d'une énorme injustice : tellement trop pour certains et si peu pour les autres !

Les 20 pays les plus riches se sont réunis à Londres, il y a quelques semaines. Leur principale décision a été de donner plus d'argent au FMI. Mais le FMI, lui, intervient toujours avec la même grille de décision : ajustements structurels, rentabilisation, privatisation.

FORCE OUVRIERE a rappelé dans la Confédération Européenne des Syndicats, dans la Confédération Syndicale Internationale, son exigence du combat pour le respect des normes internationales : liberté d'association, liberté de négociation, respect des temps de travail.

Cela signifie aussi que l'Europe doit réviser ses règles. Il n'est pas acceptable qu'elle favorise la concurrence de sociétés qui ne respectent pas les conventions collectives du pays où elles interviennent. Il n'est pas acceptable de devoir appliquer des directives européennes qui favorisent des horaires de travail de plus de 48 heures par semaine, allant jusqu'à 65 heures !

De cette Europe là, nous n'en voulons pas !

Alors, mes chers camarades, ce 1^{er} mai n'est pas un 1^{er} mai ordinaire puisque nous défilons dans l'unité d'action. Alors, il faut préciser les choses.

A FORCE OUVRIERE, l'unité d'action, c'est pour obtenir les revendications, pas pour faire joli sur la photo ! Dans l'unité d'action, chaque organisation conserve son analyse et ses revendications.

A FORCE OUVRIERE, les revendications sont d'abord celles du pouvoir d'achat ! Oui, bien sûr, il y a la crise du capitalisme et il faudra obligatoirement et rapidement qu'on parle du partage de la richesse créée par notre travail.

Mais aujourd'hui, nous voulons du concret à commencer par une hausse substantielle du Smic qui rattrape en partie la hausse des prix subie les deux dernières années. On peut discuter, mes chers camarades, mais nous pensons que 15 %, c'est une bonne revendication !

Et puis, ensuite, nous voulons que toutes les branches professionnelles soient réunies pour discuter salaires ! Et pour voir comment recalibrer les grilles salariales en fonction du Smic révisé !

Alors le gouvernement et le patronat doivent bouger. C'est du rôle du gouvernement de fixer le Smic. Qu'il le fasse ! Et que comme employeur, il commence à se mettre en règle avec ses propres salariés de la fonction publique. Qu'il convoque les commissions paritaires dans toutes les branches du privé et les CPA dans le secteur public.

Le Président de la République et le Premier ministre font beaucoup de réunionite. Pourquoi pas ? Le problème est que pour l'instant, il n'en sort pas grand-chose ! Même si nous avons obtenu, nous FORCE OUVRIERE, et nous nous en félicitons, le rétablissement de l'Allocation Equivalent Retraite (AER).

FORCE OUVRIERE demande au gouvernement d'imposer aux entreprises qui reçoivent des fonds publics qu'elles arrêtent les licenciements. Nous réclamons un moratoire des licenciements et que les entreprises aidées négocient des contreparties avec les syndicats.

Nous réclamons également le retrait du système des heures supplémentaires qui contribuent à détruire des emplois et à compromettre la reprise. Le patronat d'une main licencie et de l'autre demande plus d'heures sup' au personnel : c'est cynique et injuste quand les jeunes attendent du travail.

Mes chers camarades, ce ne sont que quelques revendications mais elles sont fondamentales : relancer l'économie, ça passe par la relance du pouvoir d'achat et l'arrêt des licenciements, ainsi que la défense des services publics menacés par la RGPP, la réforme de l'Etat.

Aujourd'hui, dans des dizaines d'entreprises, les salariés se battent avec acharnement pour conserver leur travail ou pour, tout au moins, obtenir de meilleures conditions de départ ! Ils « retiennent les patrons ! », rouspètent les représentants du patronat. Et bien nous disons « non, comme il y a un piquet de grève, eux sont en piquet de négociation ! ». Qu'ils assument leurs responsabilités !

Mais, mes chers camarades, nous savons tous que c'est au niveau national que nous gagnerons. Le 29 janvier, le 19 mars, nous avons été des millions à manifester dans l'unité d'action. Des millions, mes chers camarades, soutenus par une majorité écrasante de la population de ce pays.

FORCE OUVRIERE se félicite de ces succès mais toute la question est de savoir comment les prolonger. Face à la gravité de la situation, FO considère que les travailleurs sont en danger et que ce 1^{er} mai doit être l'occasion de lancer un appel à la reconquête de nos droits perdus et à l'action pour les revendications.

FO prend ses responsabilités. Nous avons appelé le 29 janvier à une journée de grève interprofessionnelle. Nous avons demandé au gouvernement et au patronat d'ouvrir immédiatement des négociations sur les revendications. Ils n'ont pas répondu. La question aujourd'hui est : comment faire pour se faire entendre ?

FORCE OUVRIERE estime qu'un appel commun à une journée de grève interprofessionnelle est la seule façon de montrer notre détermination à faire aboutir nos revendications.

Camarades, FO renouvelle cette proposition. Elle soutient et soutiendra tous les syndicats FO et salariés en lutte pour leurs emplois et leurs salaires.

Ensemble, dans l'unité d'action des organisations syndicales, il est possible de gagner.

Vive le 1^{er} mai de revendication !

Vive la solidarité internationale !

Vive FORCE OUVRIERE !